



Marché à procédure adaptée

Fourniture et livraison de deux véhicules utilitaires et d'un véhicule type fourgon

Cahier des Clauses Particulières (C.C.P.)

Date et heure limites de réception des offres

Vendredi 1^{er} juin 2012, 12 heures délai de rigueur

Communauté de Communes du Volvestre

Siège administratif : 34 avenue de Toulouse BP 9 31390 CARBONNE

Tel : 05-61-90-80-70 / Fax : 05-61-87-96-82

Site internet : www.cc-volvestre.fr / Courriel : contact@cc-volvestre.fr

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

SOMMAIRE

ARTICLE PREMIER : OBJET DE LA CONSULTATION	4
1.1 - OBJET DU MARCHE	4
1.2 - DECOMPOSITION EN TRANCHES ET LOTS	4
1.3 - DUREE DU MARCHE	4
1.4- DELAIS D'EXECUTION DU MARCHE	4
ARTICLE 2 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE	4
2.1 - PIECES PARTICULIERES	4
2.2 - PIECES GENERALES	4
ARTICLE 3 : PRESTATIONS ATTENDUES	5
3.1 – LOT 1 - DESCRIPTION TECHNIQUE D'UN VEHICULE TYPE FOURGON	5
3.2 – LOT 2 - DESCRIPTION TECHNIQUE DES DEUX VEHICULES UTILITAIRES COMPACTS	5
3.3 –OPTIONS ET VARIANTES	6
3.4. – CONDITIONS ET DELAIS DE LIVRAISON	6
3.4 –GARANTIES	7
ARTICLE 4 : VERIFICATIONS ET ADMISSION	8
4.1 - OPERATIONS DE VERIFICATION	8
4.2 - DECISIONS APRES VERIFICATION	8
4.3 - ADMISSION, AJOURNEMENT, REFACTION ET REJET	8
ARTICLE 5 : AVANCES	9
ARTICLE 6 : PRIX DU MARCHE	9
6.1 –PRIX	9
6.2 – VARIATION DU PRIX	9
6.3 ACTUALISATION DU PRIX	10
ARTICLE 7 : MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES	10
7.1 - PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENTS	10
7.2 - MODE DE REGLEMENT	10
ARTICLE 8 : PENALITES	11
8.1 - PENALITES DE RETARD	11
8.2 - PENALITES D'INDISPONIBILITE	11
ARTICLE 9 : ASSURANCES	11
ARTICLE 10 : RESILIATION DU MARCHE	11
10.1 RESILIATION POUR MOTIF D'INTERET GENERAL	11
10.2 RESILIATION POUR EVENEMENTS EXTERIEURS AU MARCHE	12
10.3 RESILIATION POUR EVENEMENTS LIES AU MARCHE	12
10.4 RESILIATION POUR FAUTE DU TITULAIRE	12
10.5 REMISE DES PRESTATIONS ET DES MOYENS MATERIELS PERMETTANT L'EXECUTION DES MARCHES	13

10.6 EXECUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE	13
<u>ARTICLE 11 : DROIT ET LANGUE</u>	<u>13</u>
11..1 DIFFERENDS ENTRE LES PARTIES	13
11..2 LANGUE	13
<u>ARTICLE 12 : DEROGATIONS AU C.C.A.G. FOURNITURES COURANTES ET SERVICES</u>	<u>13</u>

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

Article premier : Objet de la consultation

1.1 - Objet du marché

Les stipulations du présent cahier des clauses particulières (C.C.P.) concernent la fourniture et la livraison de deux véhicules utilitaires et d'un véhicule type fourgon pour les services de la Communauté de Communes du Volvestre.

La procédure adaptée est soumise aux dispositions de l'article 28 du Code des Marchés Publics.

1.2 - Décomposition en tranches et lots

Sans objet.

Le marché sera conclu en 2 lots

Lot	Désignation
1	Fourniture et livraison d'un véhicule type fourgon
2	Fourniture et livraison de deux véhicules utilitaires

1.3 - Durée du marché

Le présent marché est conclu pour une durée allant de la date de réception de la notification par le titulaire à la date de réception par le titulaire de la notification de la décision d'admission des prestations.

La notification du marché fera office de bon de commande.

1.4- Délais d'exécution du marché

Le délai d'exécution des prestations de fourniture et de livraison du matériel est fixé par le candidat à l'article 4 de l'Acte d'Engagement. Il court à compter de la date de notification du marché au titulaire.

Article 2 : Pièces constitutives du marché

Les pièces contractuelles constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

2.1 - Pièces particulières

- Un acte d'engagement (A.E.)
- Le présent cahier des clauses particulières (C.C.P.)
- La note technique

2.2 - Pièces générales

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix.

- Le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services
- Les normes françaises et européennes

Article 3 : Prestations attendues

3.1 – Lot 1 - Description technique d'un véhicule type fourgon

Le véhicule livré devra répondre aux normes européennes en vigueur, notamment au niveau des émissions de CO².

La désignation technique du véhicule devra répondre à minima à :

- Fourgon utilitaire PTAC maximum 3T500
- Volume utile 10 m³ minimum
- Couleur blanche
- Dimensions minimum intérieures utiles : L 3050 ; l 1700 ; H 1890
- Largeur de la porte coulissante 1200 minimum
- Hauteur d'entrée porte arrière 1850 minimum
- 2 porte arrière avec ouverture 170° tolées
- Porte latérale droite coulissante tolé
- Direction assistée, ABS
- Motorisation diesel 120 cv minimum, boîte 5 vitesses minimum + marche arrière
- Radar de recul
- Cabine 3 places
- Cloison complète avec vitre permettant la visibilité du chargement au conducteur
- Système de centralisation des portes, lève vitre électrique
- Kit sécurité de route, boîtes d'ampoules
- Projecteurs anti-brouillard
- Rétroviseurs électriques
- Ordinateur de bord
- Climatisation manuelle
- Autoradio CD avec commande au volant, bluetooth
- Capucine
- Attelage avec crochet mixte
- Anneaux d'arrimage au plancher
- Prise 12 volt en zone chargement
- Roue de secours avec cric et manivelle
- 1 rampe avec 2 gyrophares, triangle AK5 sur pavillon rabatable, bande réfléchissante classe 1 disposé sur le véhicule selon la réglementation
- Hayon élévateur 500 kgs
- Habillage intérieur bois sur les 4 cotés (cloison, cotés latéraux, portes arrière et latérale, passages de roues)
- Protection du sol par un plancher bois
- Tapis caoutchouc conducteur et passagés
- Carburant 10l minimum
- Carte grise, immatriculation
- Rail d'arrimage sur les cotés latéraux
- Conformité CE, au code de la route
- Manuel d'entretien
- Couleur : blanc

3.2 – Lot 2 - Description technique des deux véhicules utilitaires compacts

Le véhicule livré devra répondre aux normes européennes en vigueur, notamment au niveau des émissions de CO².

La désignation technique du véhicule devra répondre à minima à :

- Caractéristiques générales du véhicule :
 - Petit véhicule utilitaire
 - 5 places
 - Portes arrières vitrées et asymétriques
 - Portes latérales gauche et droite coulissantes vitrées
 - Banquette arrière fonctionnelle 1/3 – 2/3
 - Boîte de vitesse manuelle
 - Direction assistée
 - Couleur : blanc
 - Plaque d'immatriculation
 - Carte grise
 - Tapis de sol
- Caractéristiques particulières de sécurité :
 - Airbags
 - ABS
 - Ceintures de sécurité conformes à ce type de véhicule
 - ESP
 - Condamnation centralisée des portes avec commande à distance
 - Vitres électriques
 - Véhicule équipé de radars de recul
 - Régulateur de vitesse
 - Antibrouillards
- Caractéristiques particulières de confort :
 - Climatisation manuelle
 - Equipement radio CD avec commande au volant, bluetooth
 - Boîte à gants fermée
 - Siège conducteur réglable en hauteur
- Caractéristiques particulières de confort :
 - Moteur diesel DCI (1400 à 1600)
 - Puissance du moteur (din) : entre 50 et 90

3.3 – Variantes

Les descriptions ci-dessus sont des configurations minimales.

Toutes les variantes peuvent être proposées, notamment en termes d'équipements optionnels.

3.4. – Conditions et délais de livraison

La livraison devra être effectuée aux adresses précisées sur chaque bon de commande.

Une télécopie d'information devra être envoyée par le prestataire, 48 heures avant la date de livraison

Chaque livraison sera contrôlée par un agent et devra être accompagnée du bon de livraison correspondant et comportant notamment :

- la date d'expédition ;
- la référence à la commande ou au marché ;
- l'identification du titulaire ;
- l'identification des fournitures livrées ;
- le numéro du ou des lots de fabrication, dans le cas où la réglementation l'impose en matière d'étiquetage.

La livraison des véhicules est constatée par la délivrance d'un récépissé au titulaire ou par la signature du bon de livraison, dont chaque partie conserve un exemplaire.

Adresse de livraison: Centre technique - 67, avenue de Toulouse – 31390 Carbonne.

Les horaires de réception seront de 8 h 30 à 12 h et de 14 h à 17 h du lundi au vendredi.

Le délai de livraison, sur lequel s'engage le candidat, doit apparaître de manière claire à l'article 4 de l'acte d'engagement.

Les véhicules seront livrés immatriculés, avec la carte grise, au 34, avenue de Toulouse 31390 Carbonne, siège de la Communauté de communes du Volvestre.

En cas de délai de livraison des véhicules amenant à dépasser cette date, le candidat retenu s'engage à fournir à sa charge, un véhicule d'attente de la gamme équivalente à celui du marché.

La Communauté de communes du Volvestre se réserve le droit de refuser la livraison si les véhicules ne correspondent pas en tout point à la commande passée.

Concernant les frais de transport des fournitures, ils seront à la charge du titulaire (livraison franco de port).

Conformément à l'article 19.3 du C.C.A.G.- F.C.S., les risques afférents au transport jusqu'au lieu de livraison sont à la charge du titulaire.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par la personne responsable du marché dans les conditions des articles 13.3 et 20.4 du C.C.A.G.-F.C.S.

3.4 –Garanties

Par dérogation à l'article 28 du CCAG FCS, les fournitures objets du présent marché font l'objet d'une garantie en totalité, pièces, main d'œuvre et déplacements compris, contre tout vice de fabrication ou défaut de matière pendant une durée **qui ne pourra pas être inférieure à 24 mois.**

Le candidat précisera si un kilométrage maximum ne doit pas être dépassé pendant la durée de cette garantie, ou s'il est illimité.

Les candidats pourront proposer des durées supérieures à l'article 5 de l'Acte d'Engagement.

Le candidat précisera les modalités et la couverture de la garantie constructeur qu'il propose sur le ou les véhicules objets du présents marchés dans sa note technique, conformément aux dispositions de l'article 28 du CCAG-FCS.

Au titre de cette garantie, le titulaire s'engage à remettre en état ou à remplacer à ses frais les éléments reconnus défectueux, exception faite du cas où la défectuosité serait imputable au pouvoir adjudicateur.

Cette garantie couvre également les frais de déplacement de personne, d'emballage et de transport de matériel nécessités par la remise en état ou le remplacement, qu'il soit procédé à ces opérations au lieu d'utilisation de la prestation ou que le titulaire ait obtenu que la fourniture soit renvoyée à cette fin dans ses locaux.

Pendant la remise en état, le titulaire mettra gratuitement à disposition du pouvoir adjudicateur un véhicule de remplacement **équivalent**, pour toute réparation dont la durée sera supérieure à un jour et effectuée dans le cadre de cette garantie.

Si, à l'expiration du délai de garantie, le titulaire n'a pas procédé aux remises en état prescrites, ce délai est prolongé jusqu'à l'exécution complète des remises en état.

Le point de départ de la garantie est la date de notification de la décision d'admission.

Les interventions dans les locaux du pouvoir adjudicateur seront effectuées de 8h30 à 12 h et de 14h à 17h du lundi au vendredi, hors jours fériés.

Article 4 : Vérifications et admission

Les prestations faisant l'objet du marché sont soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives, destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations du marché.

Les opérations de vérification sont effectuées dans les conditions qui suivent.

4.1 - Opérations de vérification

Le pouvoir adjudicateur effectue, au moment même de la livraison des fournitures, les opérations de vérification quantitative et qualitative simples qui ne nécessitent qu'un examen sommaire et ne demandent que peu de temps.

La livraison des véhicules est constatée par la délivrance d'un récépissé au titulaire ou par la signature du bon de livraison, dont chaque partie conserve un exemplaire.

Les opérations de vérification quantitatives et qualitatives autres que celles qui sont mentionnées ci-dessus sont exécutées par le pouvoir adjudicateur, dans les conditions prévues à l'article 24 du CCAG-FCS et précisées dans l'article 4.2 ci-après.

Le délai qui lui est imparti pour y procéder et notifier sa décision est de quinze jours à compter de la livraison du matériel. Passé ce délai, la décision d'admission est réputée acquise.

4.2 - Décisions après vérification

- Vérifications quantitatives :

A l'issue des opérations de vérification quantitative, si la quantité fournie n'est pas conforme aux stipulations du marché, le pouvoir adjudicateur peut décider de les accepter en l'état ou de mettre le titulaire en demeure, dans un délai qu'il prescrit :

- soit de reprendre l'excédent fourni ;
- soit de compléter la livraison ou d'achever la prestation.

La mise en conformité quantitative des prestations ne fait pas obstacle à l'exécution des opérations de vérification qualitatives.

- Vérifications qualitatives :

A l'issue des opérations de vérification qualitative, le pouvoir adjudicateur prend une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet dans les conditions prévues à l'article 25. du CCAG-FCS.

4.3 - Admission, ajournement, réfaction et rejet

4.3.1 Admission :

Le pouvoir adjudicateur prononce l'admission des fournitures, sous réserve des vices cachés, si elles répondent aux stipulations du marché dans les conditions fixées à l'article 25.1 du CCAG-FCS. .

L'admission prend effet à la date de notification au titulaire de la décision d'admission ou en l'absence de décision, dans un délai de quinze jours à dater de la livraison.

Le titulaire du marché est tenu de la garantie édictée par l'article 1641 du Code Civil à raison des vices cachés de la chose vendue qui la rendent impropre à l'usage auquel on la destine ou qui diminuent tellement cet usage que l'acheteur ne l'aurait pas acquise.

4.3.2 Ajournement :

Le pouvoir adjudicateur, lorsqu'il estime que des prestations ne peuvent être admises que moyennant certaines mises au point, peut décider d'ajourner l'admission des prestations par une décision motivée dans les conditions prévues à l'article 25.2 du CCAG-FCS.

Le titulaire dispose d'un délai de quinze jours, à compter de la notification de la décision d'ajournement, pour enlever les biens ayant fait l'objet de la décision d'ajournement. Passé ce délai, les biens vérifiés peuvent être évacués ou détruits par le pouvoir adjudicateur, aux frais du titulaire. Les prestations ajournées, dont la garde dans les locaux du pouvoir adjudicateur présente un danger ou une gêne insupportable, peuvent être immédiatement évacuées ou détruites, aux frais du titulaire, après que celui-ci en a été informé.

4.3.3 Réfaction :

Lorsque le pouvoir adjudicateur estime que des prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations du marché, peuvent néanmoins être admises en l'état, il peut les admettre avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées dans les conditions fixées à l'article 25.3 du CCAG-FCS.

4.3.4 Rejet :

Lorsque le pouvoir adjudicateur estime que les prestations ne peuvent être admises en l'état, il en prononce le rejet partiel ou total dans les conditions fixées à l'article 25.4 du CCAG-FCS.

En cas de rejet, le titulaire est tenu d'exécuter à nouveau la prestation prévue par le marché.

Le titulaire dispose d'un délai d'un mois à compter de la notification de la décision de rejet pour enlever les prestations rejetées. Lorsque ce délai est écoulé, elles peuvent être détruites ou évacuées par le pouvoir adjudicateur, aux frais du titulaire.

Les prestations rejetées, dont la garde dans les locaux du pouvoir adjudicateur présente un danger ou une gêne insupportable, peuvent être immédiatement évacuées ou détruites, aux frais du titulaire, après que celui-ci en a été informé.

Article 5 : Avances

Sans objet

Article 6 : Prix du marché

6.1 – Prix

La présente consultation est un marché adapté à prix ferme, selon les stipulations de l'article 2 de l'acte d'engagement.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risques et les marges bénéficiaires, de même que tous les frais afférents à la vente de véhicule et à la mise en circulation des véhicules.

Ils comprennent également les frais de carte grise, d'immatriculation et de mise en circulation (plein de carburant, taxes...)

6.2 – Variation du prix

La présente consultation est un marché adapté à prix ferme.

Les montants des comptes sont calculés en appliquant les taux de T.V.A en vigueur.

6.3 Actualisation du prix

Si un délai supérieur à 3 mois s'est écoulé entre le mois de remise des offres et la date de livraison, les prix seront actualisés.

L'actualisation se fera aux conditions économiques correspondant à une date antérieure de trois mois à la date de livraison des prestations. Le prix ainsi actualisé restera ferme pendant le reste de la durée du marché.

L'indice de référence choisi pour représenter l'actualisation du prix est l'indice INSEE 001569613.

Article 7 : Modalités de règlement des comptes

7.1 - Présentation des demandes de paiements

Le paiement s'effectuera suivant les règles de la comptabilité publique dans les conditions prévues à l'article 11 du C.C.A.G.-F.C.S.

Les factures afférentes au paiement seront établies en un original et 2 copies portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom et adresse du service concerné ;
- le numéro du compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé sur l'acte d'engagement ;
- la fourniture livrée ;

7.2 - Mode de règlement

Les fournitures, objet du présent marché, seront rémunérées dans les conditions fixées par les règles de comptabilité publique.

Le taux des intérêts moratoires sera celui de l'intérêt légal en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires auront commencé à courir, augmenté de deux points.

Conformément à l'article 98 du code des marchés publics, le délai global de paiement est contractuellement fixé à 30 jours à compter de la réception de la demande de paiement jusqu'à la date de l'écriture de règlement chez le comptable public (délais bancaires exclus).

Dans tous les cas, si les fournitures ne sont pas livrées lorsque la demande de paiement est reçue, le délai ne sera déclenché qu'une fois les fournitures livrées, soit la date d'exécution admise par l'ordonnateur.

Si ni la date de réception ni la date d'exécution ne sont connues, le service étant fait, le point de départ du délai sera la date de la demande de paiement plus deux jours.

En cas de litige sur la date de réception de la demande de paiement, il appartient au titulaire du marché d'administrer la preuve de cette date.

Les intérêts moratoires inférieurs à 5 euros ne seront pas mandatés.

Article 8 : Pénalités

8.1 - Pénalités de retard

8.1.1 Par dérogation à l'article 14.1.1 du C.C.A.G. des F.C.S., le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'appliquer au titulaire, par jour calendaire (y compris dimanche et jours fériés) de retard dans la fourniture et la livraison des véhicules, des pénalités journalières fixées à 200.00 € TTC.

Le cas échéant, ces pénalités interviendront de plein droit sur simple constatation du retard sans qu'il soit besoin pour le pouvoir adjudicateur d'avoir à adresser à l'entreprise une mise en demeure préalable et commenceront à courir le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du C.C.A.G.F.C.S., ces pénalités seront appliquées le cas échéant quel que soit leur montant.

8.1.2 Par dérogation à l'article 14.1.1 du C.C.A.G. des F.C.S., le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'appliquer au titulaire, par jour calendaire (y compris dimanche et jours fériés) de retard dans le prêt de véhicule de remplacement au titre de la garantie, des pénalités journalières fixées à 100.00 € TTC.

Le cas échéant, ces pénalités interviendront de plein droit sur simple constatation du retard sans qu'il soit besoin pour le pouvoir adjudicateur d'avoir à adresser à l'entreprise une mise en demeure préalable et commenceront à courir le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du C.C.A.G.F.C.S., ces pénalités seront appliquées le cas échéant quel que soit leur montant.

8.2 - Pénalités d'indisponibilité

Il n'est pas prévu de pénalité d'indisponibilité.

Article 9 : Assurances

Dans un délai de 15 jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du Code civil ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle, en cas de dommage occasionné par l'exécution du marché.

Article 10 : Résiliation du marché

Il sera fait le cas échéant application du Chapitre 6 du C.C.A.G.-F.C.S., relatives à la résiliation du marché, avec les précisions et ajouts qui suivent.

10.1 Résiliation pour motif d'intérêt général

Pour le calcul de l'indemnité due au titulaire en cas de résiliation pour motif d'intérêt général, le pourcentage visé à l'article 33 du CCAG-FCS est fixé à 5%.

Le titulaire a droit, en outre, à être indemnisé de la part des frais et investissements, éventuellement engagés pour le marché et strictement nécessaires à son exécution, qui n'aurait pas été prise en compte dans le montant des prestations payées. Il lui incombe d'apporter toutes les justifications nécessaires à la fixation de cette partie de l'indemnité dans un délai de quinze jours après la notification de la résiliation du marché.

Ces indemnités sont portées au décompte de résiliation, sans que le titulaire ait à présenter une demande particulière à ce titre.

10.2 Résiliation pour événements extérieurs au marché

- Décès ou incapacité civile du titulaire :

En cas de décès ou d'incapacité civile du titulaire, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché ou accepter sa continuation par les ayants droit ou le curateur. Un avenant de transfert est établi à cette fin. La résiliation, si elle est prononcée, prend effet à la date du décès ou de l'incapacité civile. Elle n'ouvre droit pour le titulaire ou ses ayants droit à aucune indemnité.

- Redressement judiciaire ou liquidation judiciaire :

En cas de redressement judiciaire, le marché est résilié, si après mise en demeure de l'administrateur judiciaire, dans les conditions prévues à l'article L. 622-13 du code de commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du titulaire.

En cas de liquidation judiciaire du titulaire, le marché est résilié, si, après mise en demeure du liquidateur, dans les conditions prévues à l'article L. 641-10 du code de commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du titulaire.

La résiliation, si elle est prononcée, prend effet à la date de l'événement. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

- Incapacité physique du titulaire :

En cas d'incapacité physique manifeste et durable du titulaire compromettant la bonne exécution du marché, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché. La résiliation n'ouvre droit pour le titulaire à aucune indemnité.

10.3 Résiliation pour événements liés au marché

- Difficulté d'exécution du marché :

Lorsque le titulaire rencontre, au cours de l'exécution des prestations, des difficultés techniques particulières dont la solution nécessiterait la mise en œuvre de moyens hors de proportion avec le montant du marché, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché, de sa propre initiative ou à la demande du titulaire.

Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité d'exécuter le marché du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, le pouvoir adjudicateur résilie le marché. La résiliation n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

10.4 Résiliation pour faute du titulaire

Le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché pour faute du titulaire dans les cas énoncés à l'article 32.1 du CCAG-FCS ;

Sauf dans les cas prévus aux i, m et n du 32. 1, une mise en demeure, assortie d'un délai d'exécution, doit avoir été préalablement notifiée au titulaire et être restée infructueuse.

Dans le cadre de la mise en demeure, le pouvoir adjudicateur informe le titulaire de la sanction envisagée et l'invite à présenter ses observations.

La résiliation du marché ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales qui pourraient être intentées contre le titulaire.

Il est précisé qu'outre les cas prévus à l'article 32.1 du CCAG-FCS, l'inexactitude des renseignements mentionnés aux articles 44 et 46 du Code des Marchés publics (CMP) ou le refus de produire les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 du code du travail (conformément au 1° du I de l'article 46 du CMP) peut entraîner, par décision de la personne responsable du marché, la résiliation du marché aux torts du titulaire, sans mise en demeure préalable. La résiliation n'ouvre droit pour le titulaire à aucune indemnité.

Outre les cas prévus à l'article 32.1 du CCAG-FCS, la personne publique prononcera de plein droit, la résiliation du marché aux torts du titulaire, après mise en demeure restée infructueuse en cas de refus de celui-ci de satisfaire à l'obligation prévue à l'article 9 du présent CCP. La résiliation n'ouvre droit pour le titulaire à aucune indemnité.

10.5 Remise des prestations et des moyens matériels permettant l'exécution des marchés

En cas de résiliation, le pouvoir adjudicateur peut exiger du titulaire, aux frais de ce dernier :

- la remise des prestations en cours d'exécution, ainsi que des matières et des objets détenus en vue de l'exécution d'un marché ;
- la remise des moyens matériels d'exécution spécialement destinés au marché ;
- l'exécution de mesures conservatoires, notamment d'opérations de stockage ou de gardiennage.

Le pouvoir adjudicateur en informe le titulaire ou ses ayants droit, lors de la notification de la résiliation en indiquant le délai de remise de ces biens par le titulaire et les conditions de leur conservation dans l'attente de cette remise.

10.6 Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire

Il pourra être fait application des dispositions de l'article 36 du CCAG-FCS qui prévoit la possibilité pour le pouvoir adjudicateur de faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire.

La décision de résiliation le mentionnera expressément.

S'il n'est pas possible au pouvoir adjudicateur de se procurer, dans des conditions acceptables, des prestations exactement conformes à celles dont l'exécution est prévue dans les documents particuliers du marché, il peut y substituer des prestations équivalentes.

Le titulaire du marché résilié n'est pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il doit cependant fournir toutes informations recueillies et moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché initial et qui seraient nécessaires à l'exécution de ce marché par le tiers désigné par le pouvoir adjudicateur.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

Article 11 : Droit et Langue

11..1 Différends entre les parties

Le pouvoir adjudicateur et le titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché.

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont les seuls compétents.

11..2 Langue

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, factures ou modes d'emploi doivent être rédigés en français.

Article 12 : Dérogations au C.C.A.G. Fournitures Courantes et Services

L'article 3.4 déroge à l'article 28 du C.C.A.G. Fournitures Courantes et Services.

Les articles 8.1.1 et 8.1.2 dérogent aux articles 14.1.1 et 14.1.3 du C.C.A.G. Fournitures Courantes et Services.

